

Lydie Dauxerre

Maître de conférences HDR à l'Université Paris-Panthéon-Assas

Champs de recherche : Droit social

Thèmes de recherche : Droit syndical, droit de la représentation du personnel, droit de la négociation collective

Matières enseignées : Droit du travail, protection sociale, contentieux social et droit des affaires (L3)

Coordonnées administratives : Université Paris Panthéon-Assas, 12 Place du Panthéon, 75231 Paris cedex 05

Courriel : lydie.dauxerre@assas-universite.fr

Laboratoire d'appartenance : Laboratoire de Droit social de l'Université Paris-Panthéon-Assas (EA 3382), Ecole doctorale de Droit privé (ED 6)

Responsabilités administratives et scientifiques : Membre élu du Conseil de la recherche de l'Université
Membre élu de la Section disciplinaire de l'Université
Membre élu du CFR 1^{er} cycle de l'Université
Membre du Comité scientifique de la Semaine Juridique, édition « Social » (JCP S)
Membre du Comité scientifique de Planète social

Liste des publications :

Ouvrages

La représentativité syndicale, instrument du dialogue social, PUAM 2005

La négociation collective professionnelle et interprofessionnelle », 2^{ème} éd. LexisNexis, 2022

Ouvrages collectifs

Guide de la rupture du contrat de travail, LexisNexis, 2024/2025

Droit et pratique du comité social et économique, LexisNexis, 2020

Etudes

Ouvrages collectifs

La négociation collective : de la cité à l'empire, in Les métamorphoses du droit du travail, LexisNexis, 2025

L'alerte économique, in Les alertes en droit du travail, LexisNexis, 2024

Le délégué syndical central, in Le droit syndical dans l'entreprise, Lexisnexis, 2023

La représentativité des organisations professionnelles d'employeurs, in Démocratie sociale, la rénovation, éd. Panthéon-Assas, 2023

Les critères de l'unité économique et sociale, in L'unité économique et sociale, LexisNexis, 2022

De l'imperium de la branche professionnelle, in Les métamorphoses de la loi, EN hommage à Jean Foyer, éd. Panthéon-Assas, 2022

La notion de groupe en droit du travail, in Le groupe en droit du travail, LexisNexis, 2021

L'usage, in Le temps en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2017

La démocratie sociale, in Notions et normes en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2016

Réflexions sur la mise en état devant le conseil de prud'hommes, in Quarantième anniversaire du Code de procédure civile (1975-2015), éd. Panthéon-Assas

La norme pénale et l'administration du travail », in La norme pénale et les relations de travail, éd. Panthéon-Assas, 2015

Le syndicalisme international, in La norme supranationale et les relations de travail, éd. Panthéon-Assas, 2014

La solidarité en droit du travail, in La cause en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2013

L'aménagement conventionnel de la sanction, in La sanction en droit du travail, éd. Panthéon-Assas, 2012

L'articulation du référendum avec les normes de droit du travail, in L'articulation des normes en droit du travail, éd. Economica, 2011

Les méthodes probatoires en droit du travail », in Standards, principes et méthodes en droit du travail, éd. Economica, 2010

Revues

Les « petites commissions du comité social et économique, RJS 2026 (à paraître)

L'arrêté d'élargissement des conventions et accords collectifs en huit questions, JCP S 2026 (à paraître)

L'arrêté d'extension des conventions et accords collectifs en huit questions, JCP S 2026, 1190

L'interprétation des normes conventionnelles par les commissions paritaires permanentes de négociation et d'interprétation (co-auteurs: A. Bugada, P. Coursier et E. Guillon), JCP S 2026, 1171

Le comité social et économique dans une unité économique et sociale en huit questions, JCP S 2026, 1136

Reconnaissance conventionnelle d'une unité économique et sociale (avec N. Dauxerre), JCP S 2026, 1010

L'exception d'illégalité d'une convention ou d'un accord collectif en six questions, JCP S 2025, 1334

La commission des marchés du comité social et économique en dix questions, JCP S 2025, 1291

La compétitivité à la lumière des conventions et accords de branche, JCP E 2025, 1275

Le défenseur syndical en dix questions, JCP S 2025, 1268

Le groupe, un lieu de pouvoir, JCP S 2025, 1260

La rupture du contrat de travail du salarié d'un groupement d'employeurs en huit questions, JCP S 2025, 1252

La désignation du délégué syndical central en huit questions, JCP S 2025, 1164

L'usage d'entreprise en dix questions, JCP S 2025, 1980
Les partenaires sociaux au XXI^e siècle ou le temps des paradoxes, JCP S 2025, act. 355
Le conseiller du salarié en dix questions, JCP S 2025, 1221
La rupture du contrat de travail du gérant de succursale, JCP S 2025, 1230
Les garanties disciplinaires conventionnelles, JCP S 2025, 1018
La contestation de la désignation du délégué syndical en cinq questions, JCP S 2024, 1390
La négociation des conventions de branche, JCP S 2024, 1382
La désignation du délégué syndical en dix questions, JCP S 2024, 1339
Comité social et économique central et comités sociaux et économiques d'établissement : des attributions complémentaires : RJS 2024, n°8
Attestation France Travail, JCP S 2024, 1282
Le représentant syndical au comité social et économique en dix questions, JCP S 2024, 1210
Le certificat de travail, JCP S 2024, 1125
L'alerte économique lancée par le comité social et économique, JCP S 2024, 1102
Accès à l'emploi des personnes en situation de handicap, JCP S 2023, 1322
Reçu pour solde de tout compte, JCP S 2023, 1225
Désignation du délégué syndical, affinement de la construction jurisprudentielle, JCP S 2023, 1206
Le renouveau de l'article L. 1 du Code du travail, JCP S 2023, 1167
Les moyens du délégué syndical central, JCP S 2023, 1065
La désignation du délégué syndical central, JCP S 2022, 1305
L'extension des conventions et accords collectifs de branche, JCP S 2022, 1253
Les formations en santé, sécurité et conditions de travail, JCP S 2022, 1085
Le procès-verbal de carence, JCP S 2021, 1242
La commission des marchés du comité social et économique, JCP S 2021, 1212
La carrière des représentants du personnel, JCP S 2020, 3035
La formation des membres du CSE, JCP S 2020, 2081
Le référent CSE en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes, JCP S 2020, 1060
Le secrétaire du comité social et économique, JCP S 2019, 1263
Le comité social et économique, premier bilan (co-écriture), JCP S 2019, 1045
Le représentant syndical auprès du comité social et économique, JCP S 2018, 1263
L'établissement distinct dans le droit du comité social et économique, JCP S 2018, 1102
De la convention collective applicable à la relation de travail internationale, JCP S 2018, 1002
Contribution à l'étude de la loi applicable au contrat de travail international, JCP S 2017, 1333
Sécurisation des dispositifs d'extension et d'élargissement des conventions et accords collectifs, JCP S 2017, 1307
Sur l'érosion de l'article L. 1 du Code du travail, JCP S 2017, 1275
Le niveau national et multi-professionnel, une identité au milieu du gué, JCP S 2017, 1209
Les honoraires de l'expert du CHSCT après la loi du 8 août 2016, JCP S 2016, 1430
L'opposition dans le droit des relations collectives de travail, JCP S 2016, 1205
L'élargissement des conventions et accords collectifs de travail, JCP S 2015, 1447
Le consentement dans le droit des relations collectives de travail, JCP S 2014, 1120
Le recours à un expert-comptable lors d'une opération de concentration, JCP S 2011, 1117
Contribution à l'étude de la branche professionnelle, JCP S 2010, 1038
Le corps, carte d'identité du salarié », JCP S 2008, 1578
Le cumul d'un contrat de travail et d'un mandat social : un mariage d'intérêts ?, JCP S 2007, 1049

Réflexions sur la question de la représentativité des organisations patronales, JCP S 2006, 1609

Notes de jurisprudence

Appréhension de la condition d'éligibilité au comité social et économique tenant à l'absence d'identification avec l'employeur, JCP S 2026, 1175

Nature de l'indemnité compensatrice due aux salariés grévistes placés dans une situation contraignante et point de départ du délai de prescription, JCP S 2026, 1168

La méconnaissance de la procédure conventionnelle de consultation préalable au licenciement ne peut être sanctionnée qu'en tant qu'irrégularité de forme, JCP S 2026, 1158

Représentant syndical au CSE: appréciation du seuil de 300 salariés au niveau de l'entreprise, JCP S 2026, 1138

Point de départ du délai de prescription de 2 ans pour agir en requalification du contrat de VRP en contrat de travail de droit commun, JCP S 2026, 1128

Une déclaration du secrétaire du CSE ne fait pas courir le délai de 10 jours pour contester la nécessité d'une expertise, JCP S 2026, 1099

Absence de signature du salarié sur le récépissé de remise de la convocation à l'entretien préalable au licenciement, JCP E 2026, 1060

Le droit de renoncer à être désigné délégué syndical, JCP S 2026, 1016

De la recevabilité de l'exception d'illégalité d'un accord de branche étendu, JCP G 2025, act. 1235

Information et consultation des comités sociaux et économiques d'établissement sur la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi sans droit d'expertise: illustration de l'autonomie des partenaires sociaux, JCP E 2025, 857

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes: plan d'action obligatoire même en l'absence de section syndicale, JCP S 2025, 1357

Perte du statut de salarié protégé du titulaire d'un mandat de défenseur syndical, JCP S 2025, 1310

Appréciation de la date de saisine du juge en cas de contestation de la nécessité d'une expertise comptable décidée par le comité social et économique, JCP S 2025, 1265

De l'application de l'article L. 1224-1 du Code du travail au gérant salarié de succursale, JCP S 2025, 1254

Interprétation des statuts d'une union syndicale et concurrence de désignations de RSS par deux syndicats qui lui sont affiliés, JCP S 2025, 1236

Demande par un syndicat catégoriel de validation référendaire d'un accord d'entreprise intercatégoriel, JCP S 2025, 1078

Travail à temps partagé, travail temporaire et déqualification en CDI, JCP E 2025, 1105

De l'étendue du droit reconnu aux membres élus du CSE de prendre tout contact nécessaire à l'accomplissement de leurs missions, JCP S 2025, 1017

Portée du défaut de signature par le salarié du solde de tout compte, JCP E 2024, 1381

Application du délai de forclusion de 2 mois à l'action en inopposabilité d'une convention ou d'un accord collectif, JCP S 2024, 1372

Point de départ du délai de l'action en annulation d'une convention ou d'un accord de branche, JCP S 2024, 1278

Du recours à un expert-comptable par le comité social et économique d'établissement en cas de consultation sur la politique sociale de l'entreprise, JCP S 2024, 1232

Fusion des branches, périmètre de la CPPNI, négociation d'une convention ou d'un accord et exigence préalable d'un arrêté de représentativité, JCP S 2024, 1225

Engagement unilatéral de l'employeur: de l'entrecroisement du droit du travail et du droit civil, JCP S 2024, 1181

De la nature de l'accord collectif conclu au sein d'une UES, JCP S 2024, 1128

De quelques précisions sur la durée du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale, JCP G 2024, 804

L'accord de reconnaissance d'une unité économique et sociale n'est pas un accord interentreprises, JCP G 2024, 418

Suspicion de fraude pesant sur une candidature imminente aux élections professionnelles : l'employeur doit la contester sans tarder, JCP E 2024, 1114

BDESE : le préalable de négociation d'un accord est facultatif, JCP E 2024, 1114

CSE : point de départ du délai de contestation de l'expertise-comptable, JCP E 2024, 1114

De l'application volontaire d'une convention ou d'un accord collectif, JCP E 2024, 1114

Expert-comptable du CSE : pas d'audition des salariés sans l'accord exprès de l'employeur, JCP S 2023, 1220

Du droit de repentir de l'élu ou du candidat ayant renoncé à être désigné délégué syndical, JCP S 2023, 1174

Compétence du conseil de prud'hommes pour connaître d'une action en réparation du préjudice subi par un salarié lors de la mise en œuvre d'un pacte d'actionnaires, JCP G 2023, 738

Annulation d'une convention ou d'un accord de branche, JCP E 2023, 1144

Conditions de désignation d'un salarié membre d'un syndicat en qualité de délégué syndical, JCP G 2023, 479

Représentant syndical au CSE : l'effectif de 300 salariés s'apprécie à la date des dernières élections professionnelles, JCP S 2023, 1098

Modification de l'ordre du jour de la réunion du comité social et économique en début de séance, JCP E 2023, 1098

Répartition des compétences entre le CSE central et les CSE d'établissement en matière de santé et de sécurité, JCP E 2023, 1098

Droit d'alerte économique : prérogative exclusive du CSE central, JCP E 2023, 1098

Détermination des organisations syndicales représentatives parties à la négociation d'un accord portant fusion de branches professionnelles, JCP E 2023, 1098

Portée de l'avis d'une commission d'interprétation instituée par voie conventionnelle, JCP E 2023, 1098

Nullité du licenciement : de l'octroi de congés payés au titre de la période d'éviction, JCP S 2023, 1082

De l'appréhension de la faute grave comme motif de rupture anticipée du CDD, JCP G 2023, 388

Autonomie des partenaires sociaux dans la détermination des établissements distincts, JCP G 2023, 207

De l'interdiction de consommer de l'alcool sur le lieu de travail, JCP E 2022, 1330

Présentation de candidats aux élections professionnelles : indifférence d'une fusion d'établissements sur la représentativité des organisations syndicales, JCP E 2022, 1330

Recours à un expert-comptable par un comité social et économique d'établissement, JCP E 2022, 1330

Salarié protégé : licenciement en raison de faits commis pour partie postérieurement à l'expiration de la période de protection, JCP E 2022, 1330

Extension d'une convention ou d'un accord de branche : portée de l'obligation de saisine du groupe d'experts », JCP S 2022, 1227

Du cumul d'avantages contractuels et conventionnels, JCP S 2022, 1172

Défenseur syndical : inconstitutionnalité de l'exigence de représentativité syndicale aux fins de désignation, JCP E 2022, 1162

Absence de représentant syndical au sein du CSE constitué dans une entreprise de moins de 50 salariés, JCP E 2022, 1162

Comité social et économique : constatation et contestation de la perte de la qualité d'établissement distinct décidée par l'employeur, JCP E 2022, 1162

Fusion des branches professionnelles : contrôle par le juge de l'excès de pouvoir de la décision du ministre du Travail, JCP E 2022, 1162

Adoption d'une recommandation patronale au cours de la période de négociation d'un accord de substitution, JCP E 2022, 1162

De l'immunité du médecin du travail, salarié de l'employeur, JCP S 2022, 1041

Application d'une stipulation conventionnelle relative à la mise en place d'un comité de groupe se référant aux anciennes institutions représentatives du personnel, JCP E 2021, 1476

Comité social et économique : compétence respective du DREETS et du juge judiciaire dans la détermination du nombre et du périmètre des établissements distincts, JCP E 2021, 1476

Négociation sur l'égalité professionnelle : du recours à un expert par le comité social et économique, JCP E 2021, 1476

Limites à la liberté de circulation dans l'entreprise des représentants du personnel pendant un mouvement de grève, JCP E 2021, 1476

Modulation judiciaire des effets dans le temps de l'annulation d'une clause d'une convention ou d'un accord collectif, JCP E 2021, 1476

Autonomie de gestion et compétence du juge judiciaire dans la détermination du nombre et du périmètre des établissements distincts, JCP S 2021, 1171

CSE : autonomie des partenaires sociaux dans la détermination des établissements distincts, JCP S 2021, 1142

De la désignation d'un adhérent en qualité de délégué syndical, JCP E 2021, 1232

Obligation d'ordre public de prévention des risques professionnels : limite au pouvoir normatif des partenaires sociaux, JCP E 2021, 1232

Comité social et économique : de l'office du juge judiciaire dans la définition du périmètre des établissements distincts, JCP E 2021, 1232

Renouvellement du mandat de représentant de la section syndicale en cas d'annulation des élections professionnelles », JCP E 2021, 1232

Appréhension de l'indépendance d'un syndicat, JCP E 2020, 1368

Désignation d'un délégué syndical suppléant conventionnel : exigence d'une audience électorale personnelle minimale, JCP E 2020, 1368

De l'incompatibilité d'ordre public des mandats de représentant syndical au CSE et de membre élu du CSE, JCP E 2020, 1368

Défaut de la qualité de salarié protégé des membres des instances disciplinaires instituées par voie conventionnelle, JCP E 2020, 1368

Identification des pièces utiles à la consultation des représentants du personnel sur les comptes annuels, JCP S 2020, 2057

De la coexistence d'une expertise « nationale » pour projet important et d'une expertise « locale » pour risque grave, JCP S 2020, 2015

La décision de l'ICCHSCT de ne pas recourir à un expert prive les CHCST d'établissement de leur droit d'y faire appel, JCP S 2020, 2008

De l'appréciation du seuil d'effectif pour la désignation d'un délégué syndical ou d'un représentant de section syndicale, JCP E 2020, 1181

De l'incompatibilité des mandats de représentant syndical au CSE et de membre élu du CSE, JCP E 2020, 1181

Du statut protecteur du travail temporaire titulaire d'un mandat de conseiller du salarié, JCP E 2020, 1181

De la validation d'un accord minoritaire par référendum, JCP E 2020, 1181

De l'allégation chimérique de fraude au CICE, Bull. Jol. Trav. janv. 2020, p. 28

Licenciement de l'intervenant en prévention des risques professionnels : la consultation préalable du comité interentreprises ou de la commission de contrôle est une condition de forme, JCP S 2019, 1354

De l'absence d'effet libératoire du reçu pour solde de tout compte dépourvu de date certaine, JCP E 2019, 1549

Transaction et accord atypique ou engagement unilatéral : de l'affirmation d'une indépendance, JCP E 2019, 1549

Du sort du mandat de représentant syndical au CE en cas de désaffiliation confédérale », JCP E 2019, 1549

Pas de caducité de plein droit d'un accord collectif instituant une prime en application d'un dispositif législatif abrogé postérieurement à sa conclusion, JCP E 2019, 1549

Contestation d'expertise : de l'application dans le temps de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016, JCP S 2019, 1301

Recours contre une mise en demeure du Direccte : le silence du ministre du Travail vaut décision implicite de rejet, JCP S 2019, 1252

L'employeur n'a pas à consulter le comité d'entreprise sur le cas individuel de chaque travailleur handicapé, JCP S 2019, 1237

Contestation d'expertise : d'ultimes éclairages ?, JCP S 2019, 1111

Appréciation du respect du délai de recours hiérarchique à la date de réception du pli le contenant par le ministre du Travail, JCP S 2019, 1062

Un accord d'entreprise peut constituer un projet important justifiant une mesure d'expertise décidée par des CHSCT d'établissement, JCP S 2019, 1022

Prise en compte des absences pour le versement de primes, JCP S 2018, 1392

De la qualité à agir du CHSCT aux fins de communication d'éléments d'information supplémentaires, JCP S 2018, 1371

Election de la délégation du personnel au CHSCT : le panachage des listes n'est pas admis, JCP S 2018, 1370

Contentieux électoral : intérêt à agir d'un syndicat non représentatif, JCP S 2018, 1330

Introduction d'un programme d'intelligence artificielle et recours à une mesure d'expertise, JCP S 2018, 1187

L'expertise décidée par le CHSCT d'un centre hospitalier public n'est pas soumise à l'obligation d'appel d'offres, JCP S 2018, 1169

Point de départ du délai de contestation du coût prévisionnel d'une expertise, JCP S 2018, 1168

Appréciation de la représentativité et de l'audience d'un syndicat catégoriel aux fins de négociation d'un accord intercatégoriel, JCP S 2017, 1425

Point de départ du délai de contestation du coût prévisionnel d'une expertise, JCP S 2017, 1254

Prise en charge des frais d'expertise par l'employeur en cas d'annulation de la délibération du CHSCT, JCP S 2017, 1215

L'expert du CHSCT n'est pas dépositaire du secret médical, JCP S 2017, 1175

De l'impossibilité pour le CHSCT de s'octroyer unilatéralement des moyens supplémentaires, JCP S 2017, 1102

De la réorganisation de l'entreprise comme cause légitime de licenciement pour motif économique, Cah. Sociaux, n°292, janv. 2017

Du paiement des heures de délégation des maîtres des établissements d'enseignement privé, JCP S 2017, 1015

Le point de départ de la période de protection suivant le congé de maternité n'est pas reporté du fait d'une dispense d'activité, JCP S 2016, 1382

Scrutin national de représentativité dans les TPE : preuve de l'indépendance, JCP S 2016, 1365

Annulation de l'autorisation de licenciement : de l'appréhension par le juge judiciaire de la cause réelle et sérieuse, JCP S 2016, 1331

N'est pas salarié tout mandataire social qui veut !, Cah. Sociaux, n°288, août-sept. 2016

De l'office du juge judiciaire en cas de refus de l'inspecteur du travail d'examiner une demande d'autorisation du licenciement, JCP S 2016, 1266

Négociation d'un accord collectif d'entreprise : de quelques rappels salutaires, Cah. Sociaux, n°284, avr. 2016

Conformité à la Constitution du critère de mesure de l'audience des organisations professionnelles d'employeurs, JCP S 2016, 1081

Validité de l'opposition à un accord collectif notifiée par voie électronique, JCP G 2016, act. 126

Inconstitutionnalité de la prise en charge par l'employeur des honoraires d'expertise du CHSCT, JCP S 2015, 1463

Interprétation d'une convention ou d'un accord collectif de travail : une méthode éprouvée, JCP S 2015, 1433

Représentativité syndicale : de l'impérieuse indépendance, Cah. Sociaux, n°279, nov. 2015

Licenciement prononcé à l'expiration de la période légale de protection après un refus de l'inspecteur du travail : nécessité de faits nouveaux, JCP S 2015, 1400

Exercice d'interprétation de la convention collective du personnel des organismes de sécurité sociale, JCP S 2015, 1007

Mise à la retraite : de l'art et de la manière de lire une stipulation conventionnelle, JCP S 2014, 1495

De la qualité à agir en référé de l'expert-comptable, JCP S 2014, 1334

Participation à la chronique de droit du travail du Laboratoire de droit social publiées au JCP G et à la chronique de droit du travail publiée au JCP E.

Sélection de jurisprudences rendues au visa des textes conventionnels publiées au JCP S